

Commission des finances du 29 janvier 2019

Délibération ☐

Information

**CONSEIL MUNICIPAL du 8 FEVRIER 2019****NOMENCLATURE DES BIENS CONSIDERES COMME VALEURS IMMOBILISEES - DUREES D'AMORTISSEMENT DES BIENS**

Les dépenses d'investissement comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité territoriale : achats de matériels durables, constructions ou aménagements de bâtiments, travaux d'infrastructure, et acquisitions de titres de participation ou autres titres immobilisés. Elles comprennent également le montant du remboursement en capital des emprunts et diverses dépenses ayant pour effet de réduire les fonds propres.

Sont des dépenses d'investissement, les acquisitions de biens meubles considérés comme des immobilisations par nature dont la valeur unitaire est inférieure à 500 €, dans la mesure où ils remplissent des conditions de durabilité et de consistance. A ce titre, une liste de ces biens a été publiée par une circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002.

En raison des évolutions technologiques, de nouveaux biens, d'une valeur unitaire inférieure à 500 € ne figurent pas dans cette liste mais qui du fait de leur caractère de durabilité et de consistance relèvent de dépenses d'investissement

De même, selon l'instruction comptable applicable à leur budget d'affectation, tout ou partie de ces dépenses d'investissement doivent être amorties comptablement.

Cette délibération a pour objet d'une part, de compléter la liste des biens dont la valeur unitaire est inférieure à 500 € relevant des dépenses d'investissement et d'autre part, de fixer les durées d'amortissement applicables en fonction de l'instruction comptable de référence.

Il est proposé au Conseil Municipal :

**D'ADOPTER** l'annexe 1 « nomenclature des meubles considérés comme valeurs immobilisées » ci-jointe qui reprend la circulaire n° NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 et la complète de biens d'une valeur unitaire inférieure à 500 € ayant un caractère de durabilité et de consistance suffisants,

**D'ABROGER** les délibérations prises antérieurement concernant les durées d'amortissement soit : les délibérations n°97/19 du 16 janvier 1997, n°2008/262 du 19 décembre 2008 , n° 2011/92 du 23 septembre 2011 et n° 2017/171 du 7 novembre 2017.

De **FIXER** les durées d'amortissement proposées selon le tableau joint (Annexe 2).

La Directrice

L'Adjoint délégué

**Signé****Signé**

Valérie TEXIER

Alain GRAVOUEILLE